L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.
Bureaux : 72 rue de Chartres.
NOUVELLE-ORLEANS.
MERCREDI, 16 DECEMBRE 1891.

PETITES ANNONCES.

DIVERS.

$300 DE RECOMPENSE

Pour n'importe quel cas d'usage pratique et non gaspillé pour faire la toile sans effort ni ce qu'on allume pour l'usage voulu.

J. J. PAQUETTE,
15 nov— 106 rue Camp.

PROFESSEUR FRANÇAIS.

Le professeur Eugène Rol vient d'arriver dans cette ville, et se propose d'enseigner les diverses matières du collège, en spécialement la langue française. Pour sa méthode l'élève apprendra en peu de temps. Ils ne seront s'intéresser seulement le français. Le professeur s'occupera des personnes particulières et en classes. Il est porteur des meilleures preuves de capacité et de moralité. S'adresser 145 rue Chartres, au premier étage. 5 déc—10f

F. LAUDERBIER & CO., Imprimeurs, No 22 rue de l'Union, coin Carondelet et St-Charles, Nouvelle-Orléans, Louisiane.

Etiquettes de Pharmaciens, imprimées et coupées depuis 25c. le mille. 12 mars—1 an

LE prix le plus élevé payé pour des meubles antiques, pianos, desks, compteurs, vitrines, les contenus de résidences 40 rue Royale. 17 oct—3m

DEMANDES.

ON demande—A acheter un cottage double, faisant face à la rue Dumaine entre Rampart et Burbigny. S'adresser au bureau de publicité, 52 rue Camp. 16 déc—1f

ON demande une domestique pour le service de la table. Doit coucher dans la maison. S'adresser 207 rue Esplanade. 16 déc—

ON demande—Une bonne cuisinière. S'adresser 194 Avenue Jackson, entre Camp et Magazine. 16 déc—1f

A VENDRE.

CARREAUX de Noël et de 1er de l'An—Diamants montres, bijoux—à bas prix—Brey—Emeraude et Dumas. 6 déc—1 m

AVIS DE SUCCESSION.

Succession de J. E. Fabre.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la paroisse d'Orléans.—No 37,971.—Division C.—A vis est par le présent donné aux créanciers de cette succession et à toutes autres personnes intéressées d'avoir à déduire dans les dix jours qui suivront la présente notification, les raisons (s'ils en ont) pour lesquelles le compte final présenté par Henri Fabre, administrateur de cette succession, ne serait pas approuvé et homologué et les fonds distribués conformément au dit compte.

Par ordre de la Cour.
E. A. LUMINAIS, Greffier.

16 déc—10 15 19

Succession de Bernard Siebie, de Catherine Siebie sa femme, et Rosa Siebie.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la paroisse d'Orléans.—No 34,439.—Division C.—Attendu que Charles S. Siebie a présenté une pétition à la cour à l'effet d'obtenir des lettres d'administration dans la succession de feus Bernard Sieb'e, de Catherine Siebie, sa femme, et Rosa Siebie, décédés intest. et dels ; avis est par le présent donné à tous ceux que cela peut concerner d'avoir à déduire dans les dix jours de la date des présentes, pour lesquelles le dit requérant ne serait pas fait droit à la dite pétition.

Par ordre de la Cour,
E. A. LUMINAIS, Greffier.

9 déc—9 13 18

Succession de W. H. Moon.

COUR CIVILE DE DISTRICT POUR LA paroisse d'Orléans.—No 33,997.—Division D.—Avis est par le présent donné aux créanciers de cette succession et à toutes autres personnes intéressées d'avoir à déduire dans les dix jours qui suivront la présente notification, les raisons (s'ils en ont) pour lesquelles le compte final présenté par Mme Bridget Mc Laughlin, administratrice de cette succession, ne serait pas approuvé et homologué et les fonds distribués conformément au dit compte.

Par ordre de la Cour.
E. A. LUMINAIS, Greffier.

9 déc—9 13 18

Succession de Mme Anna Young, veuve de Henry Bopp.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la paroisse d'Orléans.—No 34,259.—Division E.—Avis est par le présent donné aux créanciers de cette succession et à toutes autres personnes intéressées d'avoir à déduire, dans les dix jours qui suivront la présente notification, les raisons (s'ils en ont) pour lesquelles le compte final présenté par John Boehinger, administrateur de cette succession, ne serait pas approuvé et homologué et les fonds distribués conformément au dit compte.

Par ordre de la Cour.
E. A. LUMINAIS, Greffier.

10 déc—10 15 19

Succession de William Weissborn.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la Paroisse d'Orléans.—No 34,495.—Division C.—Attendu que Henry Meyers a présenté une pétition à la Cour, à l'effet d'obtenir des lettres d'administration dans la succession de feu William Weissborn, décédé intest; avis est par le présent donné à tous ceux que cela peut concerner d'avoir à déduire, dans les dix jours, les raisons pour lesquelles il ne serait pas fait droit à la dite pétition.

Par ordre de la Cour.
E. A. LUMINAIS, Greffier.

8 déc—9 13 17

Succession de Bernard Siebie, de Catherine siebie sa femme, et Rosa Siebie.

COUR CIVILE DE DISTRICT POUR LA paroisse d'Orléans.—No 34,439.—Division C.—Attendu que Charles S. Siebie a présenté une pétition à la cour à l'effet d'obtenir des lettres d'administration dans la succession de feus Bernard Sieb'e, de Catherina Siebie, sa femme, et Rosa Siebie, décédés intest. et dels ; avis est par le présent donné à tous ceux que cela peut concerner d'avoir à déduire dans les dix jours de la date des présentes, pour lesquelles le dit requérant ne serait pas fait droit à la dite pétition.

Par ordre de la Cour,
E. A. LUMINAIS, Greffier.

9 déc—9 13

Succession de Daniel Dorme.

COUR CIVILE DE DISTRICT POUR LA paroisse d'Orléans.—No 32,590—Division K.—Avis est par le présent donné aux créanciers de cette succession et à toutes autres personnes intéressées d'avoir à déduire, dans les dix jours qui suivront la présente notification, les raisons (s'ils en ont) pour lesquelles le compte final présenté par Mme Marie Reisnière, veuve de Peter Arbenez, administratrice de cette succession, ne serait pas approuvé et homologué et les fonds distribués conformément au dit compte.

Par ordre de la Cour.
E. A. LUMINAIS, Greffier.

9 déc—9 13 18

Succession de Wm McLaughlin.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la paroisse d'Orléans.—No 32 442.—Division E.—Avis est par le présent donné aux créanciers de cette succession et à toutes autres personnes intéressées d'avoir à déduire, dans les dix jours qui suivront la présente notification les raisons s'ils en ont) pour lesquelles le compte final présenté par Mme Bridget Mc Laughlin, administratrice de cette succession, ne serait pas approuvé et homologué et les fonds distribués conformément au dit compte.

Par ordre de la Cour.
E. A. LUMINAIS, Greffier.

8 déc—9 13 18

Succession de Mme E. Offner.

COUR CIVILE DE DISTRICT POUR LA paroisse d'Orléans.—No 34,407.—Division A.—Attendu que Henry Meyers, époux de Mme Aaron Feiner, a présenté une pétition à la Cour à l'effet d'obtenir des lettres d'administration dans la succession de feu Mme K. Offner, décédée intestat; avis est par le présent donné à tous ceux que cela peut concerner d'avoir à déduire dans les dix jours de la date des présentes, pour lesquelles il ne serait pas fait droit à la dite pétition.

Par ordre de la Cour,
E. A. LUMINAIS, Greffier.

5 déc—5 10 13

IMPORTANT.

ENVOYER L'ARGENT PAR L'EXPRESS A NOS FRAIS,

PAS MOINS DE CINQ PIASTRES,

Sur lesquelles nous paierons tous les frais et nous payons d'avance les frais d'express sur les MANDATS et les LETTRES DE 1 PIASTRE, envoyés à nos correspondants.

Adresse à PAUL CONRAD,
Nouvelle-Orléans, Lne.

Donnez l'adresse en plein et faites la signature lisible.

Le Congrès ayant passé des lois défendant le service de la malle à toutes les loteries, nous nous servons de Compagnies d'Express pour répondre à nos correspondants et pour envoyer les listes de tels. Jusqu'à ce que l'Etat ou Congrès aient trouvé Nos Droits comme Institutions d'Etat. Les nouvelles positions nous donnent le droit de livrer toutes nos LISTES ORDINAIRES adressées à Paul Conrad, toute la Nouvelle-Orléans, pendant 4 jours plus tard. Les LETTRES à nos adresses.

Les listes officielles de tels seront envoyées sur demande à tous les agents de localités après chaque tirage, ou nombre voulu, par Express, sans frais aucuns.

ATTENTION !!! La Cour Suprême de l'Etat de la Louisiane a décidé le 27 avril 1891 que la question de maintenir la loterie ou non serait soumise au peuple en 1892 et que jusque-là le peuple de cet Etat a une élection qui aura lieu en avril 1892, ainsi qu'il a été décidé par la Législature de l'année dernière.

L'élection qui aura lieu conformément au dit ordre et à la dite décision de la Cour Suprême aura lieu le mardi d'avril de l'année prochaine, dont finalement et la loterie cessera son tirage après le 1er janvier 1892, ou continuera de tirer jusqu'au 1er janvier 1893.

QUELLES QUE SOIENT LES CIRCONSTANCES, la Louisiane continuera ses tirages jusqu'au 1er janvier 1892.

Il y a tant de systèmes infâmes et malhonnêtes à vendre sur le marché pour frapper les vendeurs reçoivent d'énormes commissions que nous ne voulons pas encourager ; nous ne demandons que justice et un traitement égal pour notre institution qui a fait ses preuves depuis 1868.

LA LOTERIE DE L'ETAT DE LA LOUISIANE n'est pas d'aspect elle vendra le dernier un billet entier à chaque client.

Nous soussignés Banques et Banquiers payables tous les Lots gagnés dans les Loteries de l'Etat de la Louisiane, qui seront présentés à nos comptoirs.

E. H. WALMSLEY, Pres L. Nat. Bank.
E. LAMAIX, Prest, State Nat. Bank.
A. BALDWIN, Prest. N. O. Nat. Bank
CARL KOHN, Prest. Union Nat. Bank

Grand Tirage Mensuel,

—A—

L'ACADÉMIE DE MUSIQUE,

NOUVELLE-ORLEANS.

MARDI, 12 JANVIER 1892.

GROS LOT:
$300,000

100,000 Numéros dans l'Urne

LISTE DES LOTS

1 Lot de	$300,000, soit	$300,000
1 Lot de	100,000,	100,000
1 Lot de	50,000,	50,000
1 Lot de	25,000,	25,000
2 Lots de	10,000,	20,000
5 Lots de	5,000,	25,000
20 Lots de	1,000,	20,000
100 Lots de	500	50,000
200 Lots de	300,	60,000
500 Lots de	200,	100,000

PRIX D'APPROXIMATION

100 Lots de $500, soit		$50,000
100 Lots de $300,		30,000
100 Lots de $300,		30,000

PRIX TERMINAUX.

999 Lots de $100, soit	$99,900
999 Lots de $100,	99,900
2,134 Lots se montant à	$1,034,800

PRIX DU BILLET:

Entier, $20; Demi, $10; Quart, $5; Dixième, $2; Vingtième, $1.

TAUX SPECIAUX POUR LES AGENTS

AGENTS DEMANDÉS PARTOUT.

IMPORTANT.

ENVOYER L'ARGENT PAR L'EXPRESS A NOS FRAIS,

PAS MOINS DE CINQ PIASTRES,

Sur lesquelles nous paierons tous les frais et nous payons d'avance les frais d'express sur les MANDATS et les LETTRES DE 1 PIASTRE, envoyés à nos correspondants.

Adresse à PAUL CONRAD,
Nouvelle-Orléans, Lne.

Donnez l'adresse en plein et faites la signature lisible.

Le Congrès ayant passé des lois défendant le service de la malle à toutes les loteries, nous nous servons de Compagnies d'Express pour répondre à nos correspondants et pour envoyer les listes de tels. Jusqu'à ce que l'Etat ou Congrès aient trouvé Nos Droits comme Institutions d'Etat. Les nouvelles positions nous donnent le droit de livrer toutes nos LISTES ORDINAIRES adressées à Paul Conrad, toute la Nouvelle-Orléans, pendant 4 jours plus tard. Les LETTRES à nos adresses.

Les listes officielles de tels seront envoyées sur demande à tous les agents de localités après chaque tirage, ou nombre voulu, par Express, sans frais aucuns.

ATTENTION !!! La Cour Suprême de l'Etat de la Louisiane a décidé le 27 avril 1891 que la question de maintenir la loterie ou non serait soumise au peuple en 1892 et que jusque-là le peuple de cet Etat a une élection qui aura lieu en avril 1892, ainsi qu'il a été décidé par la Législature de l'année dernière.

L'élection qui aura lieu conformément au dit ordre et à la dite décision de la Cour Suprême aura lieu le mardi d'avril de l'année prochaine, dont finalement et la loterie cessera son tirage après le 1er janvier 1892, ou continuera de tirer jusqu'au 1er janvier 1893.

QUELLES QUE SOIENT LES CIRCONSTANCES, la Louisiane continuera ses tirages jusqu'au 1er janvier 1892.

Il y a tant de systèmes infâmes et malhonnêtes à vendre sur le marché pour frapper les vendeurs reçoivent d'énormes commissions que nous ne voulons pas encourager ; nous ne demandons que justice et un traitement égal pour notre institution qui a fait ses preuves depuis 1868.

LA LOTERIE DE L'ETAT DE LA LOUISIANE n'est pas d'aspect elle vendra le dernier un billet entier à chaque client.

Nous soussignés Banques et Banquiers payables tous les Lots gagnés dans les Loteries de l'Etat de la Louisiane, qui seront présentés à nos comptoirs.

E. H. WALMSLEY, Pres L. Nat. Bank.
E. LAMAIX, Prest, State Nat. Bank.
A. BALDWIN, Prest. N. O. Nat. Bank
CARL KOHN, Prest. Union Nat. Bank

Tirage de la Loterie de l'Etat de la Louisiane.

POUR LE 15 DECEMBRE—CLASSE No 306
Tirage de 4 heures P. M.

6 30 74 15 14 38 31 10 48 67 09 50 51

Les tirages et dates, publiés dans tous les journaux depuis un an, ont fait un public et tout nellement dans les salons de la Compagnie.

Un demi-cent de neuf exposant la signature Co 15 décembre 1891—4 heures P. M.

J. A. A. ROUSSEAU,
DAN. J. WILSON,
Commissaires.

Les plans de nos tirages quotidiens par quoi être vus en tout temps dans notre bureau de succursales

ATTRAIT SANS PRECEDENT!

PLUS D'UN MILLION DISTRIBUÉ.

L. S. L.

Compagnie de Loterie de l'Etat de la Louisiane

Nouveaux de publié depuis vingt ans, par l'intégrité de ses tirages et le prompt paiement des lots, établis ainsi qu'il suit :

Nous déclarons, par les présentes, que nos présidents ont tous les tirages mensuels et semi-hebdomadaires de la Compagnie de Loterie de l'Etat de la Louisiane, et que nous dirigeons en conséquence en personne ces tirages qui nous en donnent l'assurance ont lieu avec la plus grande honnêteté, la plus grande loyauté et la plus parfaite bonne foi vis-à-vis de toutes les parties. Nous autorisons la Compagnie à se servir, dans ce cas, de ce certificat, auquel nous joignons le fac-simile de nos signatures.

J. H. Eustis
J. A. Ewell
COMMISSAIRES.

Nos soussignés Banques et Banquiers paie ront tous les Lots gagnés dans les Loteries de l'Etat de la Louisiane, qui seront présentés à nos comptoirs.

E. H. WALMSLEY, Pres L. Nat. Bank.
E. LAMAIX, Prest, State Nat. Bank.
A. BALDWIN, Prest. N. O. Nat. Bank
CARL KOHN, Prest. Union Nat. Bank

CHARITY

—DE LA—

People's Slaughter-House and Refrigerating Company.

ETAT DE LA LOUISIANE, }
Paroisse d'Orléans. Ville de la Nlle-Orléans. }

QUE LOR QUE, ce dixième jour d'octobre, l'an de Notre Seigneur mil huit cent quatre-vingt-onze, et de l'Indépendance des Etats-Unis d'Amérique le cent douzième, par devant moi, Joseph D. Taylor, notaire de la Paroisse d'Orléans, Etat de la Louisiane, dûment commissionné et qualifié, et en la présence des témoins ci-après nommés et nommés, ont comparu individuellement les dit. Florentes personnes dont les noms figurent ci-après, lesquelles déclarent respectivement que, agissant en vertu des dispositions des lois de cet Etat, et spécialement de la loi No 26 de l'Assemblée Générale de l'Etat de la Louisiane pour l'année mil huit cent quatre-vingt huit, approuvée le 20 juin 1888, relative à l'établissement des corporations pour l'exécution de travaux d'utilité publique et d'amélioration, elles se sont accordées, et par ces présentes s'accordent et se lient, conjointement avec toutes autres personnes qui pourront plus tard s'associer à elles, pour organiser et constituer une corporation et corps politique en droit à l'effet d'exercer, en vertu de leur accord et de leurs conventions, les pleins qu'ils se proposent, de voir :

ARTICLE I.

Le nom social de cette association et corporation sera celui de PEOPLE'S BEAUMETER-HOBLAND REFRIGERATING COMPANY, elle se perpétuera sous le nom ci-dessus pendant une période pleine de quatre-vingt-dix-neuf ans à partir de la date de l'exécution des présentes ; elle pourra agacier des courrats, poursuivre en justice et être poursuivie ; employer un sceau officiel, qu'il lui sera loisible d'annuler ou de modifier à son gré ; détenir, recevoir, affermer, hypothéquer et aliéner un immeuble ; hypothéquer toute espèce de biens meubles, immeubles ou mixtes, supprimer ou prêter de l'argent à des intérêts ; recevoir et donner sa garantie ; acquérir, détenir et vendre toutes les ventions ou brevets qu'elle jugera convenable pour la réalisation de ses plans ; nommer et désigner les administrateurs, directeurs, employés et agents qu'exigeront les intérêts de la compagnie, et les payer ; établir des règlements pour l'administration de ses affaires, et les changer et modifier quand elle le jugera à propos.

ARTICLE II.

Le domicile légal de cette corporation et le lieu où elle opèrera est la ville de la Nouvelle-Orléans, Etat de la Louisiane ; les assignations et notifications légales seront adressées au président de la corporation. Dans le cas de décès, ou de démission, ou incapacité d'agir comme président, par suite d'une cause quelconque, les assignations et notifications en question seront adressées au vice-président qui en accordera

ARTICLE III.

L'objet pour lequel cette corporation est fondée et sa nature ces affaires qu'elle doit exploiter consistent à abattre, dans la ville de la Nouvelle-Orléans, des animaux destinés à l'alimentation publique, et à établir des appareils réfrigérants pour toutes les industries qui exigeront, dans l'exploitation de leurs affaires, l'importation ; à construire, acheter, employer, entretenir, posséder et exploiter des bâtiments et des machines pour ces bâtiments, les dépendances et appareils nécessaires pour débarquer, mettre en parc, abattre et abattre des animaux ; à construire, employer, entretenir et exploiter un établissement pour l'alimentation ; à construire, employer, entretenir et exploiter un établissement pour la glace et la réfrigération, et autres substances réfrigérantes, dans le but de conserver et de congeler les quartiers d'animaux abattus et vendus ; à vendre, à livrer et à expédier, par terre, par eau, les débris, restes, et autres fragments de ces animaux, qui ne seront pas régulièrement prévenant de l'abattage ; à disposer de ces produits de la manière la plus avantageuse ; à acquérir de M. A. J. Fortel, Pierre Lanaux, John W. Westerfield et John Trisconi les droits et privilèges à eux accordés par l'acte passé devant Me Samuel Delcambre, notaire public, à la Nouvelle-Orléans, le 21e jour de mars 1891, et enregistré dans le registre de ses archives sous le No 5,160, et à exercer les droits, pouvoirs et privilèges y mentionnés ; à acquérir de MM. A. J. Fortel, Pierre Lanaux, John W. Westerfield et J. Triconi les droits, privilèges et autres choses qu'ils possèdent et tiennent en vertu d'un acte passé devant Me Samuel Delcambre, notaire public, à la Nouvelle-Orléans, le 21e jour de mars 1891, et enregistré dans le registre de ses archives sous le No 5,249, stipulant que la Compagnie People's Beaumeter-Hobland Refrigerating Company, et du certificat de l'Amniteur des Etats-Unis, à spécialement de la loi No 26 de l'Assemblée Générale de l'Etat de la Louisiane pour l'année mil huit cent quatre-vingt huit, approuvée le 20 juin 1888, relative à l'établissement des corporations pour l'exécution de travaux d'utilité publique et d'amélioration, elles se sont accordées, et par ces présentes s'accordent et se lient, conjointement avec toutes autres personnes qui pourront plus tard s'associer à elles, pour organiser et constituer une corporation et corps politique en droit à l'effet d'exercer, en vertu de leur accord et de leurs conventions, les plans qu'ils se proposent, de voir :

ARTICLE I.

Le nom social de cette association et corporation sera celui de PEOPLE'S BEAUMETER-HOBLAND REFRIGERATING COMPANY, elle se perpétuera sous le nom ci-dessus pendant une période pleine de quatre-vingt-dix-neuf ans à partir de la date de l'exécution des présentes ; elle pourra agacier des courrats, poursuivre en justice et être poursuivie ; employer un sceau officiel, qu'il lui sera loisible d'annuler ou de modifier à son gré ; détenir, recevoir, affermer, hypothéquer et aliéner un immeuble ; hypothéquer toute espèce de biens meubles, immeubles ou mixtes, supprimer ou prêter de l'argent à des intérêts ; recevoir et donner sa garantie ; acquérir, détenir et vendre toutes les ventions ou brevets qu'elle jugera convenable pour la réalisation de ses plans ; nommer et désigner les administrateurs, directeurs, employés et agents qu'exigeront les intérêts de la compagnie, et les payer ; établir des règlements pour l'administration de ses affaires, et les changer et modifier quand elle le jugera à propos.

ARTICLE II.

Le domicile légal de cette corporation et le lieu où elle opèrera est la ville de la Nouvelle-Orléans, Etat de la Louisiane ; les assignations et notifications légales seront adressées au président de la corporation. Dans le cas de décès, ou de démission, ou incapacité d'agir comme président, par suite d'une cause quelconque, les assignations et notifications en question seront adressées au vice-président qui en accordera

ARTICLE III.

L'objet pour lequel cette corporation est fondée et sa nature ces affaires qu'elle doit exploiter consistent à abattre, dans la ville de la Nouvelle-Orléans, des animaux destinés à l'alimentation publique, et à établir des appareils réfrigérants pour toutes les industries qui exigeront, dans l'exploitation de leurs affaires, l'importation ; à construire, acheter, employer, entretenir, posséder et exploiter des bâtiments et des machines pour ces bâtiments, les dépendances et appareils nécessaires pour débarquer, mettre en parc, abattre et abattre des animaux ; à construire, employer, entretenir et exploiter un établissement pour l'alimentation ; à construire, employer, entretenir et exploiter un établissement pour la glace et la réfrigération, et autres substances réfrigérantes, dans le but de conserver et de congeler les quartiers d'animaux abattus et vendus ; à vendre, à livrer et à expédier, par terre, par eau, les débris, restes, et autres fragments de ces animaux, qui ne seront pas régulièrement prévenant de l'abattage ; à disposer de ces produits de la manière la plus avantageuse ; à acquérir de MM. A. J. Fortel, Pierre Lanaux, John W. Westerfield et J. Triconi les droits, privilèges et autres choses qu'ils possèdent et tiennent en vertu d'un acte passé devant Me Samuel Delcambre, notaire public, à la Nouvelle-Orléans, le 21e jour de mars 1891, et enregistré dans le registre de ses archives sous le No 5,160, et à exercer les droits, pouvoirs et privilèges y mentionnés ; à acquérir de MM. A. J. Fortel, Pierre Lanaux, John W. Westerfield et J. Triconi les droits, privilèges et autres choses qu'ils possèdent et tiennent en vertu d'un acte passé devant Me Samuel Delcambre, notaire public, à la Nouvelle-Orléans, le 21e jour de mars 1891, et enregistré dans le registre de ses archives sous le No 5,249, stipulant que la Compagnie People's Beaumeter-Hobland Refrigerating Company, et du certificat de l'Amniteur des Etats-Unis, à spécialement de la loi No 26 de l'Assemblée Générale de l'Etat de la Louisiane pour l'année mil huit cent quatre-vingt huit, approuvée le 20 juin 1888, relative à l'établissement des corporations pour l'exécution de travaux d'utilité publique et d'amélioration, elles se sont accordées, et par ces présentes s'accordent et se lient, conjointement avec toutes autres personnes qui pourront plus tard s'associer à elles, pour organiser et constituer une corporation et corps politique en droit à l'effet d'exercer, en vertu de leur accord et de leurs conventions, les plans qu'ils se proposent, de voir :

ARTICLE I.

Le nom social de cette association et corporation sera celui de PEOPLE'S BEAUMETER-HOBLAND REFRIGERATING COMPANY, elle se perpétuera sous le nom ci-dessus pendant une période pleine de quatre-vingt-dix-neuf ans à partir de la date de l'exécution des présentes ; elle pourra agacier des courrats, poursuivre en justice et être poursuivie ; employer un sceau officiel, qu'il lui sera loisible d'annuler ou de modifier à son gré ; détenir, recevoir, affermer, hypothéquer et aliéner un immeuble ; hypothéquer toute espèce de biens meubles, immeubles ou mixtes, supprimer ou prêter de l'argent à des intérêts ; recevoir et donner sa garantie ; acquérir, détenir et vendre toutes les ventions ou brevets qu'elle jugera convenable pour la réalisation de ses plans ; nommer et désigner les administrateurs, directeurs, employés et agents qu'exigeront les intérêts de la compagnie, et les payer ; établir des règlements pour l'administration de ses affaires, et les changer et modifier quand elle le jugera à propos.

ARTICLE II.

Le domicile légal de cette corporation et le lieu où elle opèrera est la ville de la Nouvelle-Orléans, Etat de la Louisiane ; les assignations et notifications légales seront adressées au président de la corporation. Dans le cas de décès, ou de démission, ou incapacité d'agir comme président, par suite d'une cause quelconque, les assignations et notifications en question seront adressées au vice-président qui en accordera

ARTICLE III.

L'objet pour lequel cette corporation est fondée et sa nature ces affaires qu'elle doit exploiter consistent à abattre, dans la ville de la Nouvelle-Orléans, des animaux destinés à l'alimentation publique, et à établir des appareils réfrigérants pour toutes les industries qui exigeront, dans l'exploitation de leurs affaires, l'importation ; à construire, acheter, employer, entretenir, posséder et exploiter des bâtiments et des machines pour ces bâtiments, les dépendances et appareils nécessaires pour débarquer, mettre en parc, abattre et abattre des animaux ; à construire, employer, entretenir et exploiter un établissement pour l'alimentation ; à construire, employer, entretenir et exploiter un établissement pour la glace et la réfrigération, et autres substances réfrigérantes, dans le but de conserver et de congeler les quartiers d'animaux abattus et vendus ; à vendre, à livrer et à expédier, par terre, par eau, les débris, restes, et autres fragments de ces animaux, qui ne seront pas régulièrement prévenant de l'abattage ; à disposer de ces produits de la manière la plus avantageuse